



Institut des comptes nationaux

# Comptes nationaux

Comptes trimestriels 2011-II

## Contenu de la publication

Les comptes nationaux trimestriels de la Belgique sont élaborés d'après les définitions du Système européen des comptes (SEC 1995).

Les comptes trimestriels sont diffusés en trois étapes. Une première estimation «flash» de la croissance économique est réalisée 30 jours après la fin du trimestre. Ce chiffre est réestimé 70 jours après la fin du trimestre et diffusé sur le site web de la Banque Nationale de Belgique accompagné de statistiques détaillées sur la composition du produit intérieur brut (valeur ajoutée, dépenses, revenus) et sur le marché du travail. Enfin, 120 jours après la fin du trimestre, l'estimation définitive et complète des principaux agrégats de l'économie est publiée.

Cette publication présente les principaux agrégats de l'économie nationale pour le deuxième trimestre de l'année 2011, ainsi qu'une estimation «flash» du produit intérieur brut du troisième trimestre de 2011. Elle se compose de deux parties: la première donne une brève synthèse des résultats; la seconde présente le détail des résultats corrigés des variations saisonnières et des effets de calendrier (ventilation du produit intérieur brut selon les optiques valeur ajoutée, dépenses et revenus, épargne et solde de financement de la nation; statistiques du marché du travail).

Les comptes du deuxième trimestre de l'année 2011 et l'estimation «flash» de la croissance économique du troisième trimestre 2011 ont été établis sur la base des données disponibles au 21 octobre 2011.

© Institut des comptes nationaux  
Banque nationale de Belgique, Bruxelles

Tous droits réservés.  
La reproduction de cette publication, en tout ou en partie, à des fins éducatives et non commerciales est autorisée avec mention de la source.

ISSN 1783-7294 (print)  
ISSN 1783-7308 (online)

# Table des matières

Table des matières	3
Synthèse	5
Tableaux	13
1. Origine du produit intérieur: valeur ajoutée brute par branche d'activité	14
1.1 Estimations à prix courants	14
1.2 Estimations en euros chaînés (année de référence 2009)	14
1.3 Contribution à la variation en volume du PIB par rapport à la période correspondante de l'année précédente	15
2. Affectation du produit intérieur: principales catégories de dépenses	16
2.1 Estimations à prix courants	16
2.2 Estimations en euros chaînés (année de référence 2009)	16
2.3 Contribution à la variation en volume du PIB par rapport à la période correspondante de l'année précédente	17
3. Répartition du produit intérieur: principales catégories de revenus	18
4. Revenu disponible, épargne et capacité ou besoin de financement	18
5. Statistiques du marché du travail	19
5.1 Répartition de la rémunération des salariés par branche d'activité	19
5.2 Emploi national: nombre d'indépendants et de salariés	19
5.3 Emploi intérieur: répartition de l'emploi par branche d'activité	19
5.4 Répartition du volume de travail par branche d'activités: salariés	20
Annexe: classifications	21
Publications de l'ICN et personnes de contact	27
Remarques générales	31
Signes conventionnels	33
Liste des abréviations	35



# Synthèse

La présente publication reprend une version actualisée de tous les trimestres sur la base des nouveaux comptes annuels (relatifs à la période 1995-2010) diffusés le 30 septembre dernier.

L'ensemble des comptes est désormais calculé selon la nouvelle nomenclature d'activités NACE rév. 2 (NACE 2008), afin de s'adapter à l'évolution de la structure économique du pays; la NACE 2008 comprend ainsi moins de détails pour l'industrie, mais davantage pour la construction et, surtout, pour les branches d'activité de services. Les comptes trimestriels seront désormais publiés avec un détail de onze branches, contre sept auparavant.

Ces changements très importants dans les inputs des comptes trimestriels ont nécessité une révision des modèles statistiques de trimestrialisation et de dessaisonnalisation. Il a été procédé à une réappréciation des indicateurs à retenir pour chaque série calculée, dont il résulte une nouvelle évaluation des profils saisonniers et des corrections des effets de calendrier.

\*  
\* \*

## L'activité économique a progressé de 0,4 % au deuxième trimestre de 2011

L'activité économique a poursuivi sa croissance au deuxième trimestre de l'année 2011, mais à un rythme moins soutenu qu'au premier trimestre. En volume, le PIB, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, s'est accru de 0,4 % par rapport à la période précédente, contre une progression de 0,9 % au premier trimestre. À un an d'écart, la croissance ralentit également, s'établissant à 2,2 %, contre 2,9 % au premier trimestre.

À un trimestre d'écart, la croissance de la valeur ajoutée a ralenti dans toutes les branches d'activité, revenant de +1,2 % au premier trimestre à +0,6 % au deuxième trimestre dans l'industrie, de +1,2 % à +0,7 % dans la construction et de +1 % à +0,4 % dans les services.

La croissance a été soutenue par les dépenses intérieures, qui augmentent de 0,7 % sous l'effet des investissements: les entreprises ont accru leur formation de capital fixe de 4,8 % et les pouvoirs publics de 3,2 %. Seuls les investissements en logements des ménages sont en baisse (-2,0 %), tandis que leurs dépenses de consommation progressent faiblement (+0,2 %).

La demande extérieure est en revanche en baisse, les exportations de biens et de services diminuant de 0,4 % dans un contexte de ralentissement de l'activité chez nos principaux voisins. Le recul des importations est un peu plus limité (-0,3 %) grâce à la hausse des dépenses intérieures.

Au deuxième trimestre de 2011, l'emploi intérieur a augmenté de 0,4 % par rapport au trimestre précédent. À un an d'écart, la croissance de l'emploi se stabilise et s'élève, pour le deuxième trimestre consécutif, à +1,6 % (ce qui représente quelque 72 000 personnes), après s'être accru de respectivement 1,1 et 1,3 % au cours des deux derniers trimestres de 2010.

À l'inverse du premier trimestre de 2011, où une forte progression des heures ouvrées avait été observée, sous l'influence, notamment, du démantèlement de certaines mesures de réduction de la durée moyenne du travail et de l'effet de la reprise conjoncturelle, le volume de travail s'est légèrement contracté (-0,4 %) au deuxième trimestre par rapport à la période précédente. La croissance à un an d'écart reste néanmoins largement positive et s'élève, comme celle de l'emploi en personnes, à 1,6 %.

## et elle s'est stabilisée au troisième trimestre de 2011

Selon la première estimation «flash» du produit intérieur brut (PIB), l'activité économique s'est stabilisée au troisième trimestre de l'année 2011. En volume, la croissance du PIB, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, a été nulle par rapport au trimestre précédent. Comparé au trimestre correspondant de l'année précédente, le PIB a augmenté de 1,8 %, après s'être accru de 2,2 % un trimestre plus tôt.

**TABLEAU 1 ÉVOLUTION DU PIB TRIMESTRIEL**

(en euros chaînés (année de référence 2009), pourcentages de variation par rapport à la période précédente, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2009	2010	2009			2010				2011		
			IV	I	II	III	IV	I	II	III		
Par rapport à la période correspondante de l'année précédente	-2,7	2,3	0,0	1,9	2,9	2,1	2,1	2,9	2,2	1,8		
Par rapport à la période précédente	-2,7	2,3	0,6	0,1	1,1	0,4	0,5	0,9	0,4	0,0		

Source: ICN

(1) Les chiffres du troisième trimestre 2011 sont le résultat de l'estimation «flash» du PIB

**TABLEAU 2 ÉVOLUTION DES AGRÉGATS TRIMESTRIELS**

(en euros chaînés (année de référence 2009), pourcentages de variation par rapport à la période précédente, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

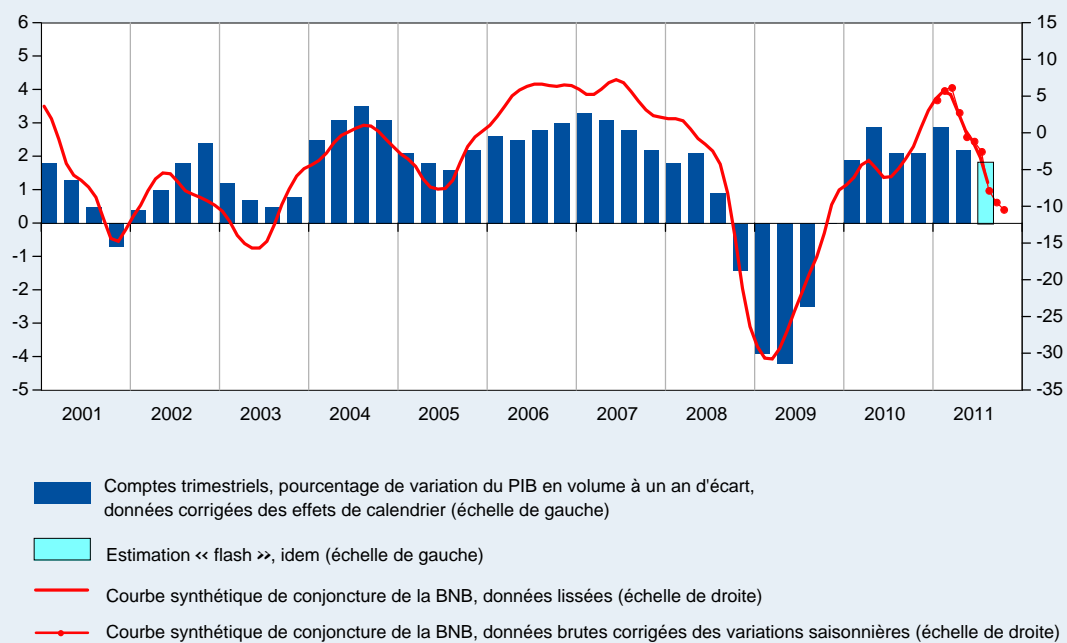
	2009	2010	2009			2010				2011		
			IV	I	II	III	IV	I	II	III		
Produit intérieur brut	-2,7	2,3	0,6	0,1	1,1	0,4	0,5	0,9	0,4	0,0		
Valeur ajoutée de l'industrie	-9,8	4,2	-0,1	2,5	1,6	1,2	0,8	1,2	0,6			
Valeur ajoutée de la construction	-1,9	0,5	0,0	-3,1	4,3	0,3	0,5	1,2	0,7			
Valeur ajoutée des services	-1,3	1,6	0,6	0,0	0,5	0,3	0,4	1,0	0,4			
Dépenses de consommation privée	0,8	2,3	0,7	0,4	0,3	0,4	0,7	0,0	0,2			
Dépenses de consommation publique	0,8	0,2	0,1	0,1	0,1	-0,1	0,1	0,1	0,2			
Formation brute de capital fixe des entreprises	-9,3	-1,6	1,3	-2,2	0,9	1,3	0,9	2,3	4,8			
Formation brute de capital fixe en logements	-9,2	1,6	1,2	0,4	1,6	2,0	0,4	-1,0	-2,0			
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	7,2	-1,8	3,7	-5,1	0,3	0,2	0,1	3,1	3,2			
Formation brute de capital fixe totale	-8,1	-0,9	1,4	-1,7	1,0	1,4	0,7	1,4	2,7			
Variation des stocks	-0,7	0,0	-0,3	0,0	-0,1	-0,5	1,1	0,1	-0,1			
Exportations de biens et de services	-11,3	9,9	1,6	2,3	3,8	1,6	1,1	3,2	-0,4			
Importations de biens et de services	-10,6	8,7	1,4	2,1	2,9	1,1	2,8	2,6	-0,3			
Exportations nettes de biens et de services	-0,7	1,2	0,1	0,2	0,8	0,4	-1,2	0,5	-0,1			
Emploi (nombre de travailleurs)	-0,2	0,8	0,3	0,2	0,4	0,2	0,5	0,4	0,4			
Volume de travail des salariés (heures)	-1,9	1,1	0,0	1,0	0,3	0,1	0,2	1,7	-0,4			

Source: ICN

(1) Les chiffres du troisième trimestre 2011 sont le résultat de l'estimation «flash» du PIB

(2) Contribution à la variation du PIB

**GRAPHIQUE 1 PIB ET ÉVOLUTION CONJONCTURELLE**



Source: ICN

## Passage à la nouvelle nomenclature des activités (NACE Rév. 2)

### 1 Introduction de la nouvelle nomenclature des activités (NACE Rév. 2)

#### 1.1 Généralités

Les classifications des activités et des produits font l'objet d'une révision périodique. Celle-ci s'avère nécessaire parce que la structure économique des pays évolue, modifiant ainsi la composition de certains agrégats dans les comptes nationaux (ventilés par branche d'activité et/ou par produit). La NACE 2008 remplace désormais la nomenclature NACE 2003. La nomenclature des activités revue NACE Rév. 2<sup>1</sup> (NACE 2008) comprend moins de détails qu'auparavant en ce qui concerne l'industrie, mais plus de détails pour ce qui est de la construction et des branches d'activité de services.

Nombre de branches d'activité dans la NACE 2003

section	intitulé	NACE 2	NACE 3	NACE 4	NACE 5
A_B	agriculture, sylviculture et pêche	3	7	16	24
C_E	industries extractives, industrie manufacturière, production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	30	122	275	352
F	construction	1	5	18	29
G_P	services	27	93	229	470
<b>total</b>		<b>61</b>	<b>227</b>	<b>538</b>	<b>875</b>

Nombre de branches d'activité dans la NACE 2008

section	intitulé	NACE 2	NACE 3	NACE 4	NACE 5
A_B	agriculture, sylviculture et pêche	3	13	39	44
C_E	industries extractives, industrie manufacturière, production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau, assainissement	34	114	262	299
F	construction	3	9	22	41
G_T	services	47	135	291	558
<b>total</b>		<b>87</b>	<b>271</b>	<b>614</b>	<b>942</b>

Les niveaux d'agrégation utilisés dans les comptes nationaux publiés jusqu'en septembre 2011 (NACE 2003) et ceux publiés à partir de de septembre 2011 (NACE 2008) sont les suivants:

NACE 2003	NACE 2008	domaine
A6	A10	comptes trimestriels
A17	A21	non utilisé dans les comptes nationaux (sections de la NACE)
A31	A38	comptes détaillés estimations de l'année précédente (t-1)
A60	A64	comptes détaillés estimations t-2 et antérieures
branche SUT (# 125)	branche SUT (# 135)	niveau de compilation des agrégats par branche d'activité

Le contenu des différents niveaux d'agrégation selon les termes de la NACE 2008 figure en annexe.

1. Le classement le plus détaillé des branches d'activité qui est utilisé ici est la NACE à 4 chiffres. Pour la Belgique, la NACE-bel 2008, établie par la DGSIE, est compatible, même si cette dernière classification fournit des détails supplémentaires (spécification des branches d'activité à 5 chiffres). La NACE-bel 2008 est la transposition en Belgique du règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 établissant la nomenclature statistique des activités économiques NACE Rév. 2.



## 1.2 Passage a la NACE 2008

### 1.2.1 CONVERSION AUTOMATIQUE DE LA NACE 2003 A PARTIR DU RÉPERTOIRE 2008

Les estimations pour l'année 2009 sont réalisées directement dans la NACE 2008. Pour ce faire, toutes les unités (sociétés, indépendants, ASBL, etc.) reprises dans le répertoire 2009 devaient disposer d'un code NACE (à 5 chiffres) selon la nouvelle classification.

Pour les entreprises existantes (présentes dans le répertoire 2008), la NACE 2008 a été attribuée sur la base de la NACE 2003. Les relations possibles entre l'ancienne et la nouvelle NACE<sup>1</sup> sont énumérées ci-dessous:

- si, lors du passage de la NACE 2003 à la NACE 2008, il existait, pour les codes, une relation " 1 → 1 " ou " N → 1 ", une conversion automatique était effectuée à partir de l'ancien code NACE;
- si, lors du passage de la NACE 2003 à la NACE 2008, il existait, pour les codes, une relation " 1 → N ", la méthode suivante était appliquée:

le code NACE 2008 de l'entreprise concernée dans la Banque - Carrefour des Entreprises a constitué le point de départ;

- si le code NACE renseigné dans la Banque - Carrefour des Entreprises faisait partie des codes NACE 2008 appartenant à " N ", celui-ci était appliqué;
- si le code NACE renseigné dans la Banque - Carrefour des Entreprises ne faisait pas partie des codes NACE 2008 appartenant à " N ", le code NACE préférentiel était choisi. Ce dernier est le code NACE le plus générique au sein de " N ".

La relation " 1 → N " est illustrée ci-après au moyen d'un exemple:

NACE 2003	intitulé	NACE 2008	intitulé
72.400	Autres formes d'édition en ligne	58.110	Édition de livres
72.400	Édition de répertoires et de listes d'adresses en ligne	58.120	Édition de répertoires et de fichiers d'adresses
72.400	Autres formes d'édition en ligne	58.130	Édition de journaux
72.400	Autres formes d'édition en ligne	58.140	Édition de revues et de périodiques
72.400	Édition de bases de données en ligne	58.190	Autres activités d'édition
72.400	Autres formes d'édition en ligne	58.190	Autres activités d'édition
72.400	Autres formes d'édition en ligne	58.210	Édition de jeux électroniques
72.400	Autres formes d'édition en ligne	58.290	Édition d'autres logiciels
72.400	Édition en ligne de musique à télécharger	59.203	Édition musicale
72.400	Émission de programmes de radio par vidéo	60.100	Diffusion de programmes radio
72.400	Émission de programmes de télévision par vidéo	60.200	Programmation de télévision et télédiffusion
72.400	Conception de la structure et du contenu des banques de données	62.010	Programmation informatique
72.400*	Activités connexes aux banques de données	63.110*	Traitement de données, hébergement et activités connexes
72.400	Portails de recherche sur vidéo	63.120	Portails Internet

(\*) 63.110 est le code NACE 2008 préférentiel correspondant au code NACE 2003 7240

1. La DGSIE a établi une table de correspondance entre les nomenclatures NACE 2003 et NACE 2008.

Le code NACE 2003 72.400 (activités connexes aux banques de données) est réparti, dans la nouvelle NACE, entre 13 branches d'activité à 5 chiffres. Ces activités relèvent, dans la NACE 2008, de 5 branches d'activité différentes (58, 59, 60, 62, 63). Si le code NACE 2008 renseigné dans la Banque - Carrefour des Entreprises classées actuellement sous le code NACE 2003 724 dans le répertoire 2008 concerne l'une des 13 branches d'activité [58110, 58120, 58130, 58140, 58190, 58210, 58290, 59203, 60100, 60200, 62010, 63110, 63120], la NACE attribuée est celle de la Banque - Carrefour des Entreprises. Si la NACE selon la Banque - Carrefour des Entreprises ne correspond à aucune de ces 13 catégories, l'entreprise se voit attribuer la NACE préférentielle (63110).

Pour les nouvelles entreprises (figurant dans le répertoire 2009 mais non dans le répertoire 2008), le code NACE 2008 selon la Banque - Carrefour des Entreprises a été retenu.

#### 1.2.2 CORRECTION DES CODES NACE ERRONÉS DANS LE RÉPERTOIRE 2009

Le passage à la NACE 2008 a été mis à profit pour améliorer, le cas échéant, la qualité des codes NACE dans le répertoire. Avant de réaliser la conversion automatique, les codes NACE des entreprises figurant dans le répertoire 2008 ont été contrôlés afin d'identifier de possibles incohérences en les confrontant à des sous-populations externes (recensement agricole, entreprises participant à l'enquête sur la production industrielle [prodcom]). De plus, la NACE adaptée utilisée par l'ONSS à partir de 2010 pour les entreprises de titres-services a été anticipée, la NACE d'entreprises atypiques actives dans la branche SUT<sup>1</sup> a été corrigée et la population d'entreprises relevant de l'ancien code NACE 74879 (autres services aux entreprises) a été réduite<sup>2</sup>. Ainsi, le code NACE de plusieurs milliers d'entreprises a pu être corrigé (au niveau NACE à 2 chiffres). L'importance relative des branches d'activité dans l'économie s'en trouve modifiée.

**TABEAU 1 REDISTRIBUTION DE LA VALEUR AJOUTÉE ENTRE LES BRANCHES D'ACTIVITÉ À LA SUITE DES CORRECTIONS DES CODES NACE**  
(2008, millions d'euros)

	S11	S124	S15	total
agriculture, sylviculture et pêche (A) <sup>F</sup>	-38			-38
industries extractives (B)	10			10
industrie manufacturière (C)	560			560
production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné (D)	1			1
production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution (E)	60			60
construction (F)	76			76
commerce; réparation de véhicules automobiles et de motocycles (G)	-105			-105
transports et entreposage (H)	-30			-30
hébergement et restauration (I)	0			0
information et communication (J)	-8			-8
activités financières et d'assurance (K)	9	-97		-88
activités immobilières (L)	-6			-6
activités spécialisées, scientifiques et techniques (M)	-54			-54
activités de services administratifs et de soutien (N)	-424			-424
enseignement (P)	55		-56	-1
santé humaine et action sociale (Q)	22			22
arts, spectacles et activités récréatives (R)	7			7
autres activités de services (S)	19			19
<b>total</b>	<b>153</b>	<b>-97</b>	<b>-56</b>	<b>0</b>
S11: sociétés non financières				
S124: auxiliaires financiers				
S15: institutions sans but lucratif au service des ménages				

Source: INR

<sup>1</sup> La valeur ajoutée dans l'agriculture étant estimée de manière exogène, les corrections NACE n'ont pas d'incidence sur celle-ci. Les entreprises qui disparaissent de l'agriculture (et qui apparaissent par exemple dans l'industrie alimentaire et dans le commerce de produits agricoles) sont responsables de l'augmentation (de 38 millions d'euros) de la valeur ajoutée totale.

1. Il s'agit d'entreprises ayant une activité principale dans une autre branche d'activité que celle qui est renseignée dans le tableau des ressources et des emplois, ce qui révèle un code NACE erroné dans le répertoire.
2. Si la Banque - Carrefour des Entreprises renseigne un code NACE plus spécifique pour ces entreprises, c'est celui-là qui est attribué.

La correction de codes NACE a conduit, dans certains cas, à une révision des codes sectoriels: ainsi, en 2008, 97 millions d'euros de valeur ajoutée sont passés de S124 à S11 (sociétés non financières qui étaient reprises à tort sous le code NACE 2003 67 " secteur financier ") et 56 millions d'euros de valeur ajoutée sont passés de S15 à S11 (écoles internationales qui sont désormais considérées comme producteurs marchands).

Les principaux transferts s'observent entre d'une part l'industrie et la construction, qui gagnent du terrain, et d'autre part les services administratifs, le commerce (de gros) et les activités financières, qui reculent.

### 1.2.3 ELABORATION DES SÉRIES DANS LA NACE 2008 A PARTIR DE 1995

L'analyse économique requiert évidemment la mise à disposition de séries plus longues dans la NACE 2008. C'est à cet effet qu'il a été procédé à l'élaboration de données rétrospectives à partir de 1995, et ce en deux phases:

- la conversion des séries 1995-2008 des anciens répertoires en séries de la NACE 2008 au niveau A64, conformément à la NACE 2003. Les variables disponibles par entreprise (statistiques du marché du travail et investissements) ont fait l'objet d'une conversion par entreprise, les variables individuelles ayant été ensuite agrégées en branche d'activité A64. Les variables disponibles uniquement par branche d'activité (valeur ajoutée) ont fait l'objet d'une conversion d'une ancienne branche d'activité SUT en une nouvelle branche d'activité A64;
- la rétopolation des corrections de la NACE/adaptations du secteur institutionnel dans le répertoire 2009: ainsi, la correction de la NACE (et, dans certains cas, l'adaptation du code sectoriel institutionnel) apportée au répertoire 2009 a également été répercutée dans le passé, d'où, en principe, l'absence de rupture entre 2009 et les années antérieures.

1. Ces dépenses ont déjà été intégrées dans les comptes comme consommation intermédiaire et/ou investissements des sociétés et des indépendants.



## Tableaux

## 1 ORIGINE DU PRODUIT INTÉRIEUR: VALEUR AJOUTÉE BRUTE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

### 1.1 ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2009	2010	2009		2010				2011	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Agriculture, sylviculture et pêche	2.044	2.319	491	517	561	571	576	610	614	623
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	50.022	52.492	12.375	12.498	12.674	12.987	13.264	13.567	13.939	14.164
Construction	17.706	17.949	4.425	4.418	4.288	4.497	4.553	4.611	4.673	4.711
Services										
Commerce de gros et de détail, transports, hôtels et restaurants	61.520	63.997	15.615	15.689	15.670	15.928	16.189	16.210	16.528	16.739
Information et communication	13.125	13.265	3.284	3.314	3.308	3.293	3.335	3.329	3.439	3.466
Activités financières et d'assurance	18.649	20.574	4.769	4.916	5.045	5.141	5.204	5.184	5.259	5.269
Activités immobilières	28.263	28.555	7.016	7.006	7.073	7.134	7.157	7.191	7.287	7.360
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	39.402	40.394	9.935	10.022	9.964	10.057	10.097	10.276	10.508	10.626
Administration publique, défense et enseignement	44.412	45.771	11.161	11.128	11.232	11.378	11.567	11.594	11.593	11.750
Santé humaine et action sociale	22.984	23.969	5.800	5.861	5.910	5.963	6.024	6.072	6.178	6.293
Autres activités de services	6.201	6.460	1.549	1.526	1.545	1.594	1.651	1.670	1.703	1.716
Impôts moins subventions sur les produits	36.011	38.609	9.316	9.176	9.203	9.721	9.716	9.969	9.802	9.710
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>340.381</b>	<b>354.354</b>	<b>85.745</b>	<b>86.083</b>	<b>86.473</b>	<b>88.265</b>	<b>89.334</b>	<b>90.282</b>	<b>91.523</b>	<b>92.428</b>

### 1.2 ESTIMATIONS EN EUROS CHAÎNÉS (ANNÉE DE RÉFÉRENCE 2009)

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2009	2010	2009		2010				2011	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Agriculture, sylviculture et pêche	2.044	2.027	510	508	508	507	507	506	506	506
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	50.022	52.131	12.471	12.461	12.771	12.980	13.138	13.241	13.396	13.478
Construction	17.706	17.799	4.434	4.436	4.298	4.483	4.497	4.521	4.577	4.607
Services										
Commerce de gros et de détail, transports, hôtels et restaurants	61.520	62.862	15.544	15.702	15.613	15.719	15.744	15.786	15.981	16.066
Information et communication	13.125	13.114	3.287	3.306	3.284	3.258	3.291	3.281	3.383	3.398
Activités financières et d'assurance	18.649	18.786	4.676	4.698	4.705	4.711	4.707	4.663	4.715	4.703
Activités immobilières	28.263	28.744	7.053	7.081	7.137	7.179	7.207	7.221	7.237	7.249
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	39.402	40.087	9.919	10.019	9.939	9.992	10.000	10.156	10.294	10.363
Administration publique, défense et enseignement	44.412	44.823	11.082	11.076	11.139	11.192	11.228	11.263	11.280	11.305
Santé humaine et action sociale	22.984	23.628	5.796	5.852	5.877	5.896	5.915	5.939	5.999	6.062
Autres activités de services	6.201	6.317	1.538	1.515	1.530	1.566	1.602	1.620	1.639	1.640
Impôts moins subventions sur les produits	36.011	37.778	9.178	9.309	9.232	9.484	9.490	9.572	9.532	9.516
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>340.381</b>	<b>348.087</b>	<b>85.497</b>	<b>85.968</b>	<b>86.030</b>	<b>86.963</b>	<b>87.324</b>	<b>87.770</b>	<b>88.534</b>	<b>88.888</b>

1.3 CONTRIBUTION À LA VARIATION EN VOLUME DU PIB PAR RAPPORT À LA PÉRIODE CORRESPONDANTE DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE

(pourcentages, données corrigées des effets de calendrier)

	2009	2010	2009		2010				2011	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Agriculture, sylviculture et pêche	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	-1,6	0,6	-1,6	-1,0	0,2	0,6	0,8	0,9	0,7	0,6
Construction	-0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,1	0,3	0,1
Services	-0,9	1,1	-0,9	0,4	1,4	1,4	0,9	0,8	1,5	1,5
Commerce de gros et de détail, transports, hôtels et restaurants	-0,7	0,4	-0,7	0,3	0,7	0,5	0,2	0,1	0,4	0,4
Information et communication	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2
Activités financières et d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Activités immobilières	-0,1	0,1	-0,1	-0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	-0,3	0,2	-0,3	-0,1	0,3	0,3	0,1	0,2	0,4	0,4
Administration publique, défense et enseignement	0,0	0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,1	0,2	0,2	0,2	0,1
Santé humaine et action sociale	0,3	0,2	0,3	0,4	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2
Autres activités de services	-0,1	0,0	-0,1	-0,2	-0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Impôts moins subventions sur les produits	-0,2	0,5	0,2	0,9	1,4	1,2	0,9	1,0	0,7	0,7
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>-2,7</b>	<b>2,3</b>	<b>-2,5</b>	<b>0,0</b>	<b>1,9</b>	<b>2,9</b>	<b>2,1</b>	<b>2,1</b>	<b>2,9</b>	<b>2,2</b>

## 2 AFFECTATION DU PRODUIT INTÉRIEUR: PRINCIPALES CATÉGORIES DE DÉPENSES

### 2.1 ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2009	2010	2009		2010				2011	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
<b>Dépenses de consommation finale privée <sup>1</sup></b>	<b>179.766</b>	<b>187.197</b>	<b>45.095</b>	<b>45.436</b>	<b>46.050</b>	<b>46.604</b>	<b>46.944</b>	<b>47.600</b>	<b>48.253</b>	<b>48.862</b>
<b>Dépenses de consommation finale des administrations publiques</b>	<b>83.742</b>	<b>85.790</b>	<b>21.069</b>	<b>21.203</b>	<b>21.161</b>	<b>21.388</b>	<b>21.483</b>	<b>21.758</b>	<b>21.829</b>	<b>22.088</b>
Formation intérieure brute de capital										
Formation brute de capital fixe	71.173	71.490	17.374	17.668	17.412	17.765	18.112	18.201	18.777	19.350
Formation brute de capital fixe des entreprises, indépendants et ISBL	45.173	44.880	11.035	11.188	10.982	11.192	11.344	11.362	11.935	12.566
Formation brute de capital fixe en logements	20.243	20.771	4.927	4.977	5.000	5.117	5.291	5.363	5.315	5.205
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	5.756	5.840	1.413	1.504	1.431	1.456	1.477	1.476	1.527	1.579
Variation des stocks	-3.649	168	-416	-1.222	56	-245	-329	686	1.223	403
<b>Exportations nettes de biens et de services (exportations - importations)</b>	<b>9.349</b>	<b>9.709</b>	<b>2.622</b>	<b>2.997</b>	<b>1.794</b>	<b>2.753</b>	<b>3.124</b>	<b>2.037</b>	<b>1.442</b>	<b>1.724</b>
Exportations totales	246.364	283.620	61.942	64.273	65.690	70.748	73.111	74.071	78.101	78.319
Importations totales	237.014	273.912	59.321	61.275	63.896	67.995	69.987	72.034	76.659	76.595
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>340.381</b>	<b>354.354</b>	<b>85.745</b>	<b>86.083</b>	<b>86.473</b>	<b>88.265</b>	<b>89.334</b>	<b>90.282</b>	<b>91.523</b>	<b>92.428</b>

<sup>1</sup> Dépenses de consommation finale des ménages et des institutions sans but lucratif (ISBL).

### 2.2 ESTIMATIONS EN EUROS CHAÎNÉS (ANNÉE DE RÉFÉRENCE 2009)

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2009	2010	2009		2010				2011	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
<b>Dépenses de consommation finale privée <sup>1</sup></b>	<b>179.766</b>	<b>183.884</b>	<b>45.195</b>	<b>45.507</b>	<b>45.690</b>	<b>45.823</b>	<b>46.021</b>	<b>46.351</b>	<b>46.357</b>	<b>46.427</b>
<b>Dépenses de consommation finale des administrations publiques</b>	<b>83.742</b>	<b>83.874</b>	<b>20.926</b>	<b>20.954</b>	<b>20.966</b>	<b>20.981</b>	<b>20.953</b>	<b>20.974</b>	<b>20.988</b>	<b>21.025</b>
Formation intérieure brute de capital										
Formation brute de capital fixe	71.173	70.565	17.410	17.659	17.352	17.532	17.778	17.903	18.159	18.649
Formation brute de capital fixe des entreprises, indépendants et ISBL	45.173	44.434	11.034	11.177	10.934	11.036	11.179	11.284	11.548	12.099
Formation brute de capital fixe en logements	20.243	20.575	4.947	5.006	5.026	5.106	5.210	5.232	5.181	5.075
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	5.756	5.653	1.431	1.484	1.409	1.413	1.415	1.417	1.460	1.506
Variation des stocks	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Exportations nettes de biens et de services (exportations - importations)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Exportations totales	246.364	270.862	62.654	63.633	65.107	67.586	68.698	69.472	71.676	71.372
Importations totales	237.014	257.557	60.052	60.910	62.206	64.036	64.763	66.551	68.287	68.097
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>340.381</b>	<b>348.087</b>	<b>85.497</b>	<b>85.968</b>	<b>86.030</b>	<b>86.963</b>	<b>87.324</b>	<b>87.770</b>	<b>88.534</b>	<b>88.888</b>

<sup>1</sup> Dépenses de consommation finale des ménages et des institutions sans but lucratif (ISBL).



### 2.3 CONTRIBUTION À LA VARIATION EN VOLUME DU PIB PAR RAPPORT À LA PÉRIODE CORRESPONDANTE DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE

(pourcentages, données corrigées des effets de calendrier)

	2009	2010	2009		2010				2011	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
<b>Dépenses de consommation finale privée <sup>1</sup></b>	<b>0,4</b>	<b>1,2</b>	<b>0,5</b>	<b>1,2</b>	<b>1,6</b>	<b>1,3</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>0,8</b>	<b>0,7</b>
<b>Dépenses de consommation finale des administrations publiques</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>
Formation intérieure brute de capital	-2,6	-0,1	-2,6	-1,8	-0,6	-0,4	-0,4	0,9	1,6	1,9
Formation brute de capital fixe	-1,8	-0,2	-2,2	-1,5	-1,0	-0,5	0,4	0,3	0,9	1,3
Formation brute de capital fixe des entreprises, indépendants et ISBL	-1,4	-0,2	-1,6	-1,1	-0,8	-0,5	0,1	0,1	0,7	1,2
Formation brute de capital fixe en logements	-0,6	0,1	-0,6	-0,5	-0,3	0,1	0,3	0,3	0,2	0,0
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,1
Variation des stocks	-0,7	0,0	-0,4	-0,4	0,4	0,0	-0,9	0,6	0,7	0,6
<b>Exportations nettes de biens et de services</b>	<b>-0,7</b>	<b>1,2</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,7</b>	<b>0,9</b>	<b>1,9</b>	<b>1,6</b>	<b>0,2</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,4</b>
Exportations totales	-9,5	7,2	-10,4	-0,3	6,1	9,1	7,0	6,7	7,8	4,5
Importations totales	-8,8	6,0	-9,9	-1,0	5,1	7,1	5,4	6,4	7,3	4,9
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>-2,7</b>	<b>2,3</b>	<b>-2,5</b>	<b>0,0</b>	<b>1,9</b>	<b>2,9</b>	<b>2,1</b>	<b>2,1</b>	<b>2,9</b>	<b>2,2</b>

<sup>1</sup> Dépenses de consommation finale des ménages et des institutions sans but lucratif (ISBL).

### 3 RÉPARTITION DU PRODUIT INTÉRIEUR: PRINCIPALES CATÉGORIES DE REVENUS, ESTIMATION À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2009	2010	2009		2010				2011	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
<b>Rémunération des salariés</b>	<b>178.279</b>	<b>182.310</b>	<b>44.632</b>	<b>44.779</b>	<b>44.932</b>	<b>45.315</b>	<b>45.773</b>	<b>46.289</b>	<b>47.097</b>	<b>47.152</b>
Salaires et traitements bruts	130.511	133.169	32.633	32.758	32.819	33.066	33.440	33.843	34.397	34.537
Cotisations sociales	47.768	49.141	11.999	12.022	12.113	12.249	12.333	12.446	12.700	12.615
<b>Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut</b>	<b>125.989</b>	<b>134.341</b>	<b>31.782</b>	<b>32.211</b>	<b>32.509</b>	<b>33.457</b>	<b>33.997</b>	<b>34.377</b>	<b>34.868</b>	<b>35.804</b>
Impôts nets à la production et à l'importation	36.113	37.704	9.331	9.092	9.032	9.492	9.563	9.616	9.559	9.472
<b>Revenu intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>340.381</b>	<b>354.354</b>	<b>85.745</b>	<b>86.083</b>	<b>86.473</b>	<b>88.265</b>	<b>89.334</b>	<b>90.282</b>	<b>91.523</b>	<b>92.428</b>

### 4 REVENU DISPONIBLE, ÉPARGNE ET CAPACITÉ OU BESOIN DE FINANCEMENT, ESTIMATION À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2009	2010	2009		2010				2011	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
<b>Revenu intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>340.381</b>	<b>354.354</b>	<b>85.745</b>	<b>86.083</b>	<b>86.473</b>	<b>88.265</b>	<b>89.334</b>	<b>90.282</b>	<b>91.523</b>	<b>92.428</b>
Solde des revenus primaires du/vers le reste du monde	-2.101	6.243	-592	-518	1.672	1.190	1.513	1.868	2.402	1.383
<b>Revenu national brut</b>	<b>338.280</b>	<b>360.597</b>	<b>85.153</b>	<b>85.565</b>	<b>88.145</b>	<b>89.455</b>	<b>90.847</b>	<b>92.150</b>	<b>93.925</b>	<b>93.811</b>
Consommation de capital fixe	58.353	60.744	14.614	14.739	14.899	15.078	15.276	15.492	15.647	15.803
<b>Revenu national net</b>	<b>279.927</b>	<b>299.853</b>	<b>70.539</b>	<b>70.826</b>	<b>73.246</b>	<b>74.377</b>	<b>75.572</b>	<b>76.658</b>	<b>78.279</b>	<b>78.008</b>
Solde des transferts courants en provenance du / vers le reste du monde	-4.910	-4.663	-1.194	-1.307	-1.283	-1.203	-1.260	-917	-1.292	-1.162
<b>Revenu national net disponible</b>	<b>275.017</b>	<b>295.190</b>	<b>69.344</b>	<b>69.519</b>	<b>71.963</b>	<b>73.174</b>	<b>74.312</b>	<b>75.741</b>	<b>76.987</b>	<b>76.846</b>
Consommation finale nationale	263.509	272.987	66.165	66.639	67.210	67.992	68.427	69.358	70.082	70.950
<b>Épargne nationale nette</b>	<b>11.509</b>	<b>22.203</b>	<b>3.180</b>	<b>2.880</b>	<b>4.753</b>	<b>5.182</b>	<b>5.885</b>	<b>6.383</b>	<b>6.905</b>	<b>5.896</b>
Formation brute de capital fixe	67.523	71.658	16.959	16.446	17.469	17.520	17.783	18.887	20.000	19.754
Variation des stocks	-3.649	168	-416	-1.222	56	-245	-329	686	1.223	403
Solde des opérations de capital avec le reste du monde	-203	-278	-46	-44	-67	-113	-47	-51	-23	-174
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement de l'économie totale</b>	<b>1.134</b>	<b>11.044</b>	<b>660</b>	<b>348</b>	<b>2.075</b>	<b>2.729</b>	<b>3.312</b>	<b>2.928</b>	<b>2.535</b>	<b>1.722</b>

## 5 STATISTIQUES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

### 5.1 RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(concept intérieur, millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2009	2010	2009		2010				2011	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Agriculture, sylviculture et pêche	379	386	96	96	95	96	97	97	101	100
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	32.875	33.239	8.202	8.164	8.176	8.291	8.325	8.448	8.435	8.492
Construction	9.255	9.393	2.320	2.327	2.288	2.366	2.368	2.372	2.545	2.478
Services	135.771	139.292	34.015	34.193	34.374	34.562	34.984	35.371	36.015	36.081
Commerce de gros et de détail, transports, hôtels et restaurants	37.596	38.200	9.402	9.426	9.467	9.515	9.596	9.622	9.912	9.862
Information et communication	6.841	6.767	1.713	1.693	1.674	1.653	1.720	1.720	1.706	1.689
Activités financières et d'assurance	9.826	9.685	2.442	2.438	2.426	2.421	2.424	2.414	2.431	2.449
Activités immobilières	759	772	189	190	191	192	194	195	203	203
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	18.300	19.190	4.586	4.657	4.677	4.752	4.852	4.910	5.122	5.143
Administration publique, défense et enseignement	41.169	42.376	10.340	10.381	10.488	10.523	10.619	10.747	10.845	10.872
Santé humaine et action sociale	16.946	17.855	4.259	4.320	4.358	4.405	4.463	4.629	4.638	4.715
Autres activités de services	4.335	4.446	1.084	1.089	1.093	1.101	1.118	1.135	1.157	1.148
<b>Rémunération totale des salariés</b>	<b>178.279</b>	<b>182.310</b>	<b>44.632</b>	<b>44.779</b>	<b>44.932</b>	<b>45.315</b>	<b>45.773</b>	<b>46.289</b>	<b>47.097</b>	<b>47.152</b>

### 5.2 EMPLOI NATIONAL: NOMBRE D'INDÉPENDANTS ET DE SALARIÉS

(milliers de personnes, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2009	2010	2009		2010				2011	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Indépendants	720,2	726,2	720,1	720,3	721,9	724,8	727,6	730,3	733,0	735,7
Salariés	3.812,7	3.844,5	3.802,8	3.814,1	3.823,5	3.839,4	3.847,0	3.868,0	3.884,6	3.900,4
<b>Emploi total</b>	<b>4.532,9</b>	<b>4.570,7</b>	<b>4.522,8</b>	<b>4.534,4</b>	<b>4.545,4</b>	<b>4.564,1</b>	<b>4.574,6</b>	<b>4.598,4</b>	<b>4.617,6</b>	<b>4.636,1</b>

### 5.3 EMPLOI INTÉRIEUR: RÉPARTITION DE L'EMPLOI PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(milliers de personnes, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2009	2010	2009		2010				2011	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Agriculture, sylviculture et pêche	67,2	64,5	67,0	66,1	65,4	64,8	64,3	63,7	63,1	64,3
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	609,7	590,7	604,0	598,3	593,6	590,6	589,4	589,2	588,8	588,4
Construction	270,5	272,3	270,1	270,0	270,5	271,8	272,6	274,3	276,8	277,6
Services	3.506,9	3.563,7	3.503,0	3.521,0	3.536,7	3.557,5	3.568,8	3.591,8	3.609,5	3.626,4
Commerce de gros et de détail, transports, hôtels et restaurants	992,8	993,1	990,4	989,7	990,0	992,9	994,7	994,7	997,0	999,4
Information et communication	107,9	106,3	107,8	106,3	105,5	106,1	106,6	106,8	106,7	106,5
Activités financières et d'assurance	138,7	137,4	138,2	137,9	137,4	137,6	137,2	137,3	137,6	138,4
Activités immobilières	22,8	23,3	22,8	22,8	23,1	23,3	23,3	23,5	23,9	24,0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	737,5	768,7	731,8	745,8	755,5	765,6	768,5	785,0	794,2	802,2
Administration publique, défense et enseignement	797,2	804,5	798,8	800,7	802,4	804,3	804,9	806,4	805,9	805,8
Santé humaine et action sociale	509,3	527,8	512,5	517,3	521,7	525,6	530,1	533,9	538,6	543,6
Autres activités de services	200,7	202,7	200,6	200,3	201,0	202,2	203,5	204,3	205,6	206,4
<b>Emploi intérieur total</b>	<b>4.454,3</b>	<b>4.491,3</b>	<b>4.444,0</b>	<b>4.455,4</b>	<b>4.466,2</b>	<b>4.484,7</b>	<b>4.495,1</b>	<b>4.518,9</b>	<b>4.538,1</b>	<b>4.556,6</b>

#### 5.4 RÉPARTITION DU VOLUME DE TRAVAIL PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ: SALARIÉS

(millions d'heures, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2009	2010	2009		2010				2011	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Agriculture, sylviculture et pêche	28,4	29,4	7,2	7,2	7,0	7,4	7,4	7,5	7,5	7,5
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	871,9	864,2	216,4	215,1	215,8	216,0	215,7	216,6	219,3	218,5
Construction	308,0	306,0	76,9	77,3	75,7	77,3	76,5	76,4	83,1	79,4
Services	4.115,9	4.182,3	1.026,8	1.028,3	1.042,5	1.044,4	1.046,9	1.048,6	1.061,9	1.061,1
Commerce de gros et de détail, transports, hôtels et restaurants	1.214,1	1.215,5	302,6	302,2	302,8	303,6	304,2	304,9	305,1	305,3
Information et communication	160,0	156,7	39,9	39,4	39,1	39,0	39,3	39,4	39,4	39,1
Activités financières et d'assurance	191,5	189,4	47,8	47,5	47,4	47,3	47,3	47,4	46,8	47,4
Activités immobilières	27,1	27,4	6,8	6,8	6,8	6,8	6,9	6,9	7,1	7,1
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	622,3	657,1	153,7	154,3	162,5	165,1	165,2	164,3	171,8	172,3
Administration publique, défense et enseignement	1.135,9	1.147,6	284,2	285,4	286,1	286,6	287,2	287,8	287,6	287,9
Santé humaine et action sociale	555,8	577,8	139,8	141,0	144,9	143,2	144,3	145,5	150,0	148,4
Autres activités de services	209,2	210,8	52,0	51,6	53,0	52,7	52,6	52,5	54,1	53,6
<b>Volume de travail total (nombre d'heures)</b>	<b>5.324,2</b>	<b>5.381,8</b>	<b>1.327,4</b>	<b>1.327,9</b>	<b>1.341,1</b>	<b>1.345,0</b>	<b>1.346,6</b>	<b>1.349,1</b>	<b>1.371,9</b>	<b>1.366,5</b>

## Annexe: classifications

## A10

Agriculture, sylviculture et pêche (A)  
Extraction, Industrie, énergie et eau et gestion de déchets (B, C, D et E)  
    dont: Industrie manufacturière (C)  
Construction (F)  
Commerce, transports, hébergement et restauration (G, H et I)  
Information et communication (J)  
Services financiers (K)  
Activités immobilières (L)  
    dont: Loyer imputé pour habitation propre  
Services aux entreprises (M et N)  
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale (O, P et Q) (\*)  
Culture, sport, loisirs et autres services (R, S, T et U)

(\*) Dans les comptes trimestriels, cette branche A10 sera scindée entre, d'une part, administration publique et enseignement (O et P) et, d'autre part, santé et action sociale (Q).

## A21

Agriculture, sylviculture et pêche (A)  
Extraction (B)  
Industrie (C)  
Énergie (D)  
Production et distribution d'eau et gestion des déchets (E)  
Construction (F)  
Commerce (G)  
Transports et entreposage (H)  
Hébergement et restauration (I)  
Information et communication (J)  
Services financiers (K)  
Activités immobilières (L)  
Services spécialisés aux entreprises (M)  
Location et autres services aux entreprises (N)  
Administration publique (O)  
Enseignement (P)  
Santé humaine et action sociale (Q)  
Culture, sport et loisirs (R)  
Autres services (S)  
Ménages (T)  
Organisations extraterritoriales (U) (\*)

(\*) Il s'agit des entités non résidentes, ce qui explique pourquoi, en pratique, cette section est vide.

## A38

Agriculture, sylviculture et pêche (AA)  
Industries extractives (BB)  
Industries alimentaires, fabrication de boissons et de produits à base de tabac (CA)  
Fabrication de textiles, industrie de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure (CB)  
Travail du bois, industrie du papier et du carton et imprimerie (CC)  
Cokéfaction et raffinage (CD)  
Industrie chimique (CE)  
Industrie pharmaceutique (CF)  
Fabrication de produits en caoutchouc et d'autres produits minéraux non métalliques (CG)  
Métallurgie et fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements (CH)  
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques (CI)  
Fabrication d'équipements électriques (CJ)  
Fabrication de machines et d'équipements n.c.a. (CK)  
Fabrication de matériels de transport (CL)  
Fabrication de meubles et autres industries manufacturières, réparation et installation de machines et d'équipements (CM)  
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné (DD)  
Distribution d'eau, gestion et assainissement des déchets et des eaux usées (EE)  
Construction (FF)  
Commerce de gros et de détail et réparation de véhicules automobiles et de motocycles (GG)  
Transports et entreposage (HH)  
Hébergement et restauration (II)  
Édition, services audiovisuels et diffusion de programmes de télévision (JA)  
Télécommunications (JB)  
Services informatiques et services d'information (JC)  
Activités financières et assurances (KK)  
Activités immobilières (LL)  
Activités juridiques et comptables, activités des sièges sociaux, conseil de gestion, activités d'architecture et d'ingénierie; activités de contrôle et analyse technique (MA)  
Recherche-développement scientifique (MB)  
Publicité et études de marché; autres activités spécialisées, scientifiques et techniques (MC)  
Services administratifs et autres activités de soutien (NN)  
Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire (OO)  
Enseignement (PP)  
Activités pour la santé humaine (QA)  
Action sociale (QB)  
Activités artistiques, récréatives et de loisir (RR)  
Autres services (SS)  
Activités de ménages en tant qu'employeurs; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre (TT)

## A64

Culture et production animale, chasse et services annexes (01)  
Sylviculture et exploitation forestière (02)  
Pêche et aquaculture (03)  
Activités extractives et services de soutien aux industries extractives (05-09)  
Industries alimentaires, fabrication de boissons et de produits à base de tabac (10-12)  
Fabrication de textiles, industrie de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure (13-15)  
Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles; fabrication d'articles en vannerie et sparterie (16)  
Industrie du papier et du carton (17)  
Imprimerie et reproduction d'enregistrements (18)  
Cokéfaction et raffinage (19)  
Industrie chimique (20)  
Fabrication de produits pharmaceutiques de base (21)  
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique (22)  
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (23)  
Métallurgie (24)  
Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements (25)  
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques (26)  
Fabrication d'équipements électriques (27)  
Fabrication de machines et d'équipements n.c.a. (28)  
Construction et assemblage de véhicules automobiles, de remorques et de semi-remorques (29)  
Fabrication d'autres matériels de transport (30)  
Fabrication de meubles; autres industries manufacturières (31-32)  
Réparation et installation de machines et d'équipements (33)  
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné (35)  
Captage, traitement et distribution d'eau (36)  
Collecte et traitement des eaux usées; collecte, traitement et élimination des déchets; récupération; dépollution et autres services de gestion des déchets (37-39)  
Construction (41-43)  
Commerce de gros et de détail et réparation de véhicules automobiles et de motocycles (45)  
Commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles (46)  
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles (47)  
Transports terrestres et transport par conduites (49)  
Transports par eau (50)  
Transports aériens (51)  
Entreposage et services auxiliaires des transports (52)  
Activités de poste et de courrier (53)  
Hébergement; restauration (55-56)  
Éditions (58)  
Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision, enregistrement sonore et édition musicale; programmation et diffusion de programmes de radio et de télévision (59-60)  
Télécommunications (61)  
Programmation, conseil et autres activités informatiques; services d'information (62-63)  
Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite (64)  
Assurance, réassurance et caisses de retraite, à l'exclusion des assurances sociales obligatoires (65)  
Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance (66)  
Activités immobilières (68)  
Activités juridiques et comptables; activités des sièges sociaux, conseil de gestion (69-70)  
Activités d'architecture et d'ingénierie, activités de contrôle et analyses techniques (71)  
Recherche-développement scientifique (72)  
Publicité et études de marché (73)  
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques; activités vétérinaires (74-75)  
Activités de location et location-bail (77)  
Activités liées à l'emploi (78)



Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes (79)  
Enquêtes et sécurité; services relatifs aux bâtiments, aménagement paysager; services administratifs de bureau et autres activités de soutien aux entreprises (80-82)  
Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire (84)  
Enseignement (85)  
Activités pour la santé humaine (86)  
Activités médico-sociales et sociales avec hébergement; action sociale sans hébergement (87-88)  
Activités créatives, artistiques et de spectacle; bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles; organisation de jeux de hasard et d'argent (90-92)  
Activités sportives, récréatives et de loisirs (93)  
Activités des organisations associatives (94)  
Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques (95)  
Autres services personnels (96)  
Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique et activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre (97-98)



# Publications de l'ICN et personnes de contact

L'Institut des comptes nationaux publie, outre les principaux agrégats, d'autres chiffres tirés des comptes nationaux et régionaux. La grande majorité des données sont diffusées en version papier mais elles sont toutes disponibles en format pdf via l'hyperlien:

<http://www.nbb.be/doc/DQ/F/planningPapPub.htm>

Les données chiffrées peuvent être obtenues via la banque de données interactive Belgostat Online. Vous trouverez ci-dessous une brève description de chaque publication.

## 1. Comptes nationaux détaillés

La publication des comptes nationaux détaillés paraît à la fin septembre (une version en format pdf est disponible à la fin octobre). Elle consiste en tableaux détaillés sur la composition et la répartition du produit intérieur, le compte de production et d'exploitation, les principales catégories de dépenses, les comptes des secteurs et le marché du travail.

## 2. Comptes trimestriels et première estimation des comptes annuels

Les comptes trimestriels présentent les premières estimations des principaux agrégats. Ils paraissent quatre fois par an, 120 jours après la fin du trimestre auquel ils se rapportent. Parallèlement aux résultats du quatrième trimestre paraît la première estimation des comptes annuels, qui est basée essentiellement sur les comptes trimestriels.

Les comptes trimestriels, totalement cohérents avec les comptes nationaux annuels, présentent les principaux agrégats à la fois selon les optiques dépenses, revenus et production. Ils incluent aussi les principaux soldes des comptes de l'économie belge. L'emploi, le volume de travail des salariés et la rémunération des salariés par branche d'activité sont également estimés.

Pour répondre à la demande de mettre à la disposition aussi rapidement que possible des chiffres se rapportant au dernier trimestre écoulé, une première estimation flash de la croissance du PIB est déjà publiée après 30 jours (environ 50 jours pour l'estimation du quatrième trimestre). Elle n'est toutefois pas ventilée en fonction des différentes composantes du PIB. Une première estimation de cette ventilation et des autres agrégats de l'économie est diffusée 70 jours après la fin du trimestre.

### 3. Comptes des secteurs institutionnels

Les **comptes annuels** des secteurs institutionnels sont repris dans la publication des comptes nationaux détaillés (voir point 1). Ils sont donc diffusés à la fin du mois de septembre dans la base de données Belgostat Online de la Banque nationale de Belgique. Une version en format pdf est disponible à la fin du mois d'octobre.

La séquence complète et détaillée des comptes non financiers des secteurs est publiée. Les secteurs institutionnels sont les suivants : les sociétés non financières, les sociétés financières (et sous-secteurs), les administrations publiques, les ménages, les ISBLSM, ainsi que le reste du monde (et sous-secteurs).

Les **comptes trimestriels** des secteurs institutionnels sont diffusés quatre fois par an, 105 jours après la fin du trimestre auquel ils se rapportent. Ces comptes trimestriels sont cohérents avec leur équivalent annuel (voir ci-dessus) mais sont moins détaillés. L'accent y est mis sur les agrégats les plus pertinents, notamment au travers d'indicateurs clefs et de leurs composantes. Ces comptes reprennent également les comptes trimestriels des administrations publiques qui, avant octobre 2010, étaient repris dans la publication relative aux principaux agrégats.

### 4. Comptes des administrations publiques

Les comptes trimestriels des administrations publiques sont repris dans la publication relative aux comptes des secteurs institutionnels (voir point 3).

Les comptes annuels des administrations publiques font l'objet de deux estimations par an, dont les résultats sont diffusés sur le site internet de la Banque nationale de Belgique.

Au début du mois d'avril suivant l'année de référence, une première estimation est diffusée sous la forme de tableaux de recettes et dépenses des administrations publiques.

La seconde estimation, au mois de septembre, présente les comptes complets du secteur des administrations publiques ainsi que de ses sous-secteurs. Cette version présente les données nécessaires à l'étude des finances publiques et de leur interaction avec le reste de l'économie. Ces comptes sont intégrés dans la publication des comptes nationaux détaillés.

### 5. Tableaux ressources-emplois

A la fin de chaque année, les tableaux ressources-emplois sont publiés. Ils reflètent la structure des coûts de production, du revenu qui est généré dans le processus de production et des flux de biens et de services qui résultent soit de la production intérieure, soit des importations et des exportations.

### 6. Comptes régionaux: agrégats par branche d'activité et compte des ménages

A la fin de chaque année, les comptes régionaux sont publiés. Ils ventilent par région, province et arrondissement plusieurs variables des comptes nationaux, avec lesquelles ils sont totalement cohérents.

Outre la rémunération des salariés et la valeur ajoutée régionales, la publication présente des données régionalisées relatives au nombre de personnes occupées et à la formation brute de capital fixe. La publication contient également des chiffres régionaux relatifs au compte du secteur des ménages. Il s'agit ici des principales variables du compte d'affectation des revenus

primaires (rémunération des salariés et revenus de la propriété) et du compte de distribution secondaire du revenu (impôts, cotisations et prestations sociales et revenu disponible).

## 7. Séries historiques

La publication des séries historiques des comptes nationaux suivant le SEC1995 a eu lieu en octobre 2002.

Ces séries historiques, qui couvrent la période 1970-1995, comprennent:

- la composition du produit intérieur brut selon les trois approches des comptes nationaux à prix courants et aux prix de 1995;
- la valeur ajoutée par branche d'activité (31 branches) à prix courants et aux prix de 1995;
- la rémunération des salariés par branche d'activité (31 branches) à prix courants;
- la dépense de consommation finale des ménages par produit (16 produits) à prix courants et aux prix de 1995;
- les comptes des secteurs;
- le stock de capital et investissements à prix courants et aux prix de 1995.

Toutefois, à l'exception du compte des administrations publiques, qui a été établi à partir de l'année 1970 selon le SEC1995, les comptes de secteurs n'ont été rétopolés que jusqu'en 1985. En effet, ce n'est qu'à partir de cette année que les principales sources d'information concernant les entreprises financières et non financières sont disponibles. Par ailleurs, le compte des sociétés financières n'a pas été rétopolé par sous-secteur.

## 8. Personnes de contact

### – Méthodologie

Geert Detombe            Tél. +32 2 221 30 40      Fax +32 2 221 32 30  
e-mail: geert.detombe@nbb.be

### – Optique production du PIB et tableaux des ressources-emplois

Hans De Dyn            Tél. +32 2 221 30 38      Fax +32 2 221 31 43  
e-mail: hans.dedyn@nbb.be

### – Optique dépenses du PIB et stock de capital

Bernadette Boudry      Tél. +32 2 221 47 54      Fax +32 2 221 31 43  
e-mail: bernadette.boudry@nbb.be

### – Comptes des secteurs

Catherine Rigo            Tel. +32 2 221 44 08      Fax +32 2 221 32 30  
e-mail: catherine.rigo@nbb.be

### – Comptes des administrations publiques

Claude Modart            Tél. +32 2 221 30 26      Fax +32 2 221 32 30  
e-mail: claude.modart@nbb.be

### – Comptes trimestriels, estimation flash et marché du travail

Isabelle Brumagne      Tél. +32 2 221 28 77      Fax +32 2 221 31 07  
e-mail: isabelle.brumagne@nbb.be

### – Comptes régionaux

Monica Maesele            Tél. +32 2 221 30 28      Fax +32 2 221 31 43  
e-mail: monica.maesele@nbb.be

– Diffusion des séries (consultations en ligne)

Alexander Foket            Tél. +32 2 221 30 45    Fax +32 2 221 32 30  
e-mail : alexander.foket@nbb.be

## Remarques générales

Les totaux indiqués dans les tableaux peuvent différer de la somme des rubriques en raison des arrondis.

Le site internet de la Banque nationale de Belgique présente le calendrier de publication des principales statistiques économiques établies par la Banque et l'ICN.

<http://www.nbb.be/app/cal/F/CalThema.htm>

En application du SDDS (IMF's Special Data Dissemination Standard), ce calendrier reprend également toutes les statistiques du SDDS. Les dates de publication sont celles qui ont été communiquées par les institutions qui établissent la statistique; certaines d'entre elles publient par leurs propres canaux des calendriers de publication de leurs statistiques plus détaillés que ceux mentionnés sur le site internet de la Banque.





## Signes conventionnels

e	estimation
p	provisoire
-	la donnée n'existe pas ou n'a pas de sens
n.	non disponible
n.d.a.	non dénommé ailleurs
p.m.	pour mémoire
p.c.	pour cent
0 ou 0,0	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue



## Liste des abréviations

ICN	Institut des comptes nationaux
ISBL	Institutions sans but lucratif
PIB	Produit intérieur brut
SDDS	Special Data Dissemination Standard (IMF)
SEC	Système européen des comptes



#### Commandes

Sur le site internet de la Banque nationale de Belgique, via la rubrique "e-service", vous pouvez souscrire gratuitement un abonnement par e-mail à cette publication. Elle vous sera envoyée par e-mail à la date de publication.

Via la rubrique "Print-on-demand", il y a la possibilité de commander une version papier de cette publication contre paiement.

<http://www.nbb.be/pub/stats/stats.htm?l=fr&tab=Publications>

#### Pour plus d'informations

Les personnes qui désirent plus d'informations sur le contenu, la méthodologie, les méthodes de calcul et les sources peuvent se mettre en rapport avec le service Comptes nationaux et régionaux et conjoncture de la Banque nationale de Belgique.

Tél. +32 2 221 30 40 - Fax +32 2 221 32 30  
nationalaccounts@nbb.be



Banque nationale de Belgique  
Société anonyme  
RPM Bruxelles — Numéro d'entreprise: 0203.201.340  
Siège social: boulevard de Berlaimont 14 — BE-1000 Bruxelles  
[www.nbb.be](http://www.nbb.be)

Éditeur responsable

**Rudi Acx**

Chef du département Statistique générale

© Illustrations: Banque nationale de Belgique

Mise en pages: BNB Statistique générale  
Couverture: BNB TS — Prepress & Image

Publié en octobre 2011